

DETTE, JUSTICE, POLITIQUE

Briser les chaînes

Raymond Klein

Qu'est-ce que la dette ? Le film « Payback » propose des éléments de réponse. La réflexion, artistique et anthropologique, élargit aussi l'horizon de la critique politique du système.

« Je n'avais pas le choix. » Cette phrase pourrait être prononcée par un ou une ministre luxembourgeoise de la coalition « du renouveau » : pas d'autre choix que d'effectuer des coupes dans la Sécurité sociale. Ou un manager : « Nous avons impérativement dû procéder à une réduction des effectifs de 800 unités. » Ou encore un financier : « Pour des raisons de rentabilité, le choix d'investir dans l'industrie pétrolière s'imposait. »

Dans le film « Payback » de Jennifer Baichwal, c'est un paysan albanais qui affirme ne pas avoir eu le choix. Il a déchargé son fusil sur un voisin parce que celui-ci aurait frappé sa femme lors d'une dispute sur la propriété d'un terrain. La victime a survécu, et désormais, l'homme qui a tiré ainsi que toute sa famille sont bloqués dans une ferme et risquent d'être tués s'ils en sortent. Cette « dette de sang » nous rappelle que les notions de dette et de remboursement, ainsi que la paralysie qui s'y rattache, ne se limitent nullement au domaine de la finance.

Pourtant, le livre qui a inspiré le film est devenu célèbre grâce à la crise financière de 2008. « Payback », de l'auteure canadienne Margaret Atwood, a été publié juste après la chute de Lehman Brothers. Atwood avait prononcé une série de conférences explorant la question de la dette à travers l'histoire humaine, une

sorte de vue d'artiste du sujet que l'anthropologue David Graeber allait traiter en 2011 dans le fameux livre « Debt ».

BP a choisi

Le livre d'Atwood nous explique-t-il la « crise de la dette » ? Certainement pas, car elle avait choisi son sujet sans se rendre compte de son actualité imminente. Mais le livre, tout comme le film, sorti en 2012 et tout aussi détaché de cette actualité-là, nous invitent à remettre en question les termes du débat, à commencer par l'idée que la crise que nous vivons serait une crise de la dette publique. En vérité, d'autres dettes sont peut-être bien plus pertinentes : celle des marchés financiers envers les populations qui produisent les richesses, celle de la société et du système économique envers les exclus-e-s et les chômeur-se-s, tout comme celle des habitant-e-s de la terre qui surconsomment en termes de ressources naturelles envers les autres et envers les générations futures.

Or, face au dogme du « On n'a pas d'autre choix que de réduire la dette publique », désormais au centre de la politique économique des Etats européens, les discours dissidents mettent rarement en question le paradigme de la dette. Ainsi les sociaux-démocrates plaident - au mieux - pour un keynésianisme qui diffère peu du discours mainstream : accepter un niveau de dette un peu plus élevé, rééchelonner le remboursement, donner un coup de pouce à la croissance. Quant aux Verts, au Luxembourg au moins ils sont devenus des partisans de la

durabilité... des finances publiques, mettant en garde contre la « dette cachée » du système de pensions. Obnubilés par l'idéologie libérale, ils n'évoquent plus guère la « dette écologique », pourtant bien plus menaçante pour les générations à venir.

Le nettoyage des oiseaux contaminés du golfe du Mexique est une des séquences les plus marquantes du film « Payback ». Des travailleur-se-s emmitoufflé-e-s dans des tenues de protection maintiennent les corps et les becs des oiseaux et tentent d'enlever la mélasse de pétrole collée dans leur plumage. Les gestes sont rapides, efficaces, comme du travail à la chaîne. Le nettoyage n'est pas montré comme un sauvetage d'animaux individuels, mais comme une tentative d'aide à une immense population, tout en sachant que la plupart ne s'en sortiront pas.

Tomates endettées

Jennifer Baichwal alterne les séquences documentaires comme celle-ci et les extraits d'interviews. La marée noire de 2010, causée par la plateforme pétrolière « Deepwater Horizon » de la compagnie BP, est l'occasion pour un militant écologiste d'évoquer la « dette écologique ». De manière plus générale, la surconsommation d'aujourd'hui crée une sorte de dette envers la planète, qui devra être rééquilibrée un jour. On apprend aussi que BP, dans un souci d'efficacité financière, avait économisé du côté des mesures de sécurité - évitant de s'endetter financièrement, mais prenant le risque de générer une « dette écologique ». Mais cette dernière est

difficile à évaluer - elle s'étale sur des décennies - et délicate à chiffrer financièrement. BP a été contraint à créer un fonds environnemental de 20 milliards de dollars. Comme les estimations des dégâts se situent entre 34 et 640 milliards, le militant dénonce la « bonne affaire ».

A travers les tranches de tomates sur nos sandwiches, le film aborde un autre type de dette : celle envers des travailleur-se-s sous-payé-e-s. En Europe, on évoquerait la situation des saisonnier-ère-s maghrébin-e-s en Espagne, mais la réalisatrice canadienne a choisi l'exploitation des ouvrier-ère-s latinos en Floride. Au-delà des mauvaises conditions de travail, il y a eu, jusqu'à nos jours, des cas de servitude pour dettes - avec maltraitance et chaînes en fer, comme on peut le voir dans le « Florida Modern-Day Slavery Museum ». Toute cette mémoire collective politique est qualifiée dans le film de « dette » par l'altermondialiste Raj Patel. A la fin du film, on assiste à une sorte de happy end, car les travailleur-se-s parviennent à signer un accord « Fair Food » avec les représentants patronaux : augmentation substantielle des salaires, mais aussi des choses aussi élémentaires que des standards d'hygiène et un accès à l'eau potable.

« Payback » a été projeté à la Cinémathèque le 3 février, dans le cadre du programme « Le monde en doc » des associations Etika et Attac. Effectivement, le film apporte de l'eau au moulin des critiques du capitalisme : les interviews nous apprennent que dans une économie de libre marché, la liberté est réservée à ceux qui ont de l'argent, ou que le capita-



Une gorgée d'eau, enfin ! Les cueilleur-se-s de tomates de Floride ont imposé un accord Fair Food, mais cela n'efface pas la dette sociale des décennies passées.

lisme exploite la nature, mais touche à ses limites... Lors de la discussion après le film, un spectateur remarque que, comme BP aux Etats-Unis, ArcelorMittal a fait une bonne affaire en faisant payer à l'Etat la décontamination du site d'Esch-Belval. Un autre fait le lien avec la nouvelle bête noire des altermondialistes, le Transatlantic Free Trade Agreement (TAFTA), qui permettrait aux multinationales de battre en brèche les politiques de protection de l'environnement.

Rembourser n'est pas réparer

Question d'un spectateur : « Les patrons en Floride ont-ils payé leur dette ? Et BP n'a pas payé, quel est donc le message du film ? » Réponse du présentateur : « Cela dépend du rapport de force, les travailleurs ont su imposer un contrat, et il existe des contraintes légales. Mais pour les dégâts écologiques, le cadre légal est défaillant. » Un autre spectateur souligne qu'en imposant une amende juste à BP, on ruinerait les retraités anglais, qui ont investi leurs cotisations dans cette compagnie. Et de rajouter : « Le film est assez gentil avec le système. »

C'est que l'idée qu'il s'agirait d'un film anticapitaliste est peut-être erronée. Car « Payback » ne s'attelle pas à penser contre la dette telle qu'elle est définie par notre système économique, mais à penser au-delà de ce paradigme. Les deux autres illustrations du thème de la dette choisies par Jennifer Baichwal se situent d'ailleurs hors du système capitaliste, et même hors du système de la modernité occidentale pour le dernier.

Le sujet de l'emprisonnement donne lieu aux images les plus angoissantes du film, accompagnées d'une musique obsédante, presque un gémissement. La réalisatrice montre les portes rouillées, les cadres de lit désagrégés d'une « maison de correction » de Pennsylvanie désaffectée. Paradoxalement, il s'agit d'une institution qui se proposait d'éduquer les prisonniers, une idée qu'on a apparemment entretemps abandonnée là-bas. Baichwal a aussi longuement interviewé un prisonnier au Canada, cambrioleur récidiviste qui affirme qu'il voudrait bien « payer sa dette envers la société ». Une des scènes les plus émouvantes est celle où il compatit aux souffrances d'une de ses victimes et exprime son repentir. Or, tout ce qu'il fait, c'est subir la peine d'emprisonnement et passer ses journées dans la salle de musculation. « Ce que je fais ici n'est pas régler ma dette », dit-il.

Une autre dette est possible

Enfin, la « dette de sang albanaise » est l'occasion de filmer de superbes paysages de montagnes. Un relief formé au fil des siècles, tout comme le code « Kanun », qui règle les vendettas. Baichwal montre la détresse de la famille enfermée dans sa ferme, l'entêtement du père qui continue à justifier son acte, mais aussi ses demandes de pardon adressées à la victime. Celle-ci n'est pas moins entêtée : l'homme a refusé de faire disparaître, par la chirurgie esthétique, les traces des balles qui ont traversé son corps. Son torse est devenu une sorte de billet, de reconnaissance

de dette. Comment débloquer cette situation angoissante ? La caméra se promène sur une sorte de terrain vague, nous fait éprouver un sentiment de quiétude : un cimetière ! La vengeance assouvie est-elle la seule solution, n'y a-t-il aucun espoir de réparation ? L'homme enfermé dans sa ferme voudrait « retourner à l'état d'avant, quand on était comme deux frères ». Impossible, dit dans le film Louise Arbour, ex-procureure de la justice pénale internationale, « on ne peut pas réécrire l'histoire. Le pardon n'est pas une restauration du passé ».

Cela vaut pour les industriels de la tomate comme pour BP, pour la « dette de sang » comme pour la « dette envers la société » : elles ne se règlent pas, ou pas seulement, par l'argent. Et l'unique alternative à la vengeance - ou à la violence révolutionnaire - est de trouver un accord qui tire un trait sur le passé et établit de nouvelles règles pour l'avenir. « La réponse à la dette n'est pas le règlement, mais le changement », affirme dans le film Karen Armstrong, historienne des religions.

L'approche anthropologique ne risque-t-elle pas de dépolitiser la problématique de la dette ? Après tout, un des enjeux actuels est celui de la raison économique et de la justice sociale. Quelle valeur accorder à des méditations philosophico-littéraires par rapport à des travaux scientifiques comme celui de Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff ? Rappelons que ce duo d'économistes a tenté de démontrer que, d'un point de vue historique, l'annulation au moins partielle des dettes publiques n'a rien d'exceptionnel.

Et pourtant, en argumentant ainsi, la gauche laisse le choix des armes à son adversaire. Reinhart et Rogoff montrent qu'il faut s'accommoder d'une annulation - ce qui implique que l'idéal serait le remboursement intégral. Nous restons ainsi dans une logique financière et marchande, plutôt que de penser la dette comme une construction sociale et politique. Faut-il le rappeler, les prêts « subprime », aux origines de la crise, étaient considérés par les gouvernements étasuniens comme un substitut à une politique de logement. Plus généralement, la plupart des dettes contractées pour acquérir des actifs soumis à la spéculation constituent des engagements hyperfragiles. Ainsi, au-delà de la valeur des briques avec lesquelles est construite une maison au Luxembourg, que restera-t-il de l'argent dépensé le jour où le marché immobilier s'effondrera ? Et quelle leçon tirer de la crise de la dette publique grecque, qui a fini par être quasiment annulée, mais entretemps - parce qu'on a maintenu la fiction du remboursement - a provoqué la terrible crise financière et politique dans laquelle se débat l'Europe ?

Si l'on veut changer le système, il ne faut pas se laisser enfermer dans le carcan de sa logique, mais penser au-delà des dogmes du capitalisme financier. Cet imaginaire dépassant l'horizon de ce qui est, ce sont les historiens et les anthropologues, les philosophes et les artistes qui en détiennent la clé.